

Introduction

Le PCF comme entreprise de mobilisation des classes populaires

Des années 1930 aux années 1970, le Parti Communiste Français (PCF) opère une importante intrusion sur la scène politique française. Grâce à des réseaux militants qui s'étoffent lors du Front populaire puis se consolident à la Libération, il devient le premier parti du pays par le nombre de ses adhérents, et sa puissance électorale dépasse celle de son concurrent socialiste. Son audience est alors surtout forte dans les milieux ouvriers, d'où sont issus non seulement la plupart de ses soutiens électoraux et le gros de ses troupes militantes, mais également ses principaux dirigeants. De ce point de vue et par rapport au mouvement socialiste, l'organisation communiste est singulière. Les ouvriers ne sont pas seulement au centre de sa rhétorique, ils en constituent également l'essentiel des représentants. C'est sous cet angle que peut se comprendre la diffusion réussie de l'image du PCF comme « Parti de la classe ouvrière ». Si les dirigeants communistes peuvent revendiquer avec succès le monopole de la représentation symbolique de la « classe ouvrière », c'est du fait de leur travail idéologique de valorisation du monde industriel, autour en particulier des figures du mineur et du « métallo », mais aussi parce qu'ils sont eux-mêmes issus des milieux ouvriers. En ne cherchant pas seulement à représenter la « classe ouvrière », à parler en son nom, mais en visant à la mobiliser et à lui donner « le pouvoir », les cadres du PCF œuvrent à la promotion d'un personnel politique d'origine populaire. Ils forment une élite ouvrière qui accède à des postes de responsabilité au sein de l'organisation et de ses réseaux (syndicats, associations, etc.), mais aussi dans les institutions publiques (mairies, administrations départementales, etc.). Le mouvement communiste constitue en cela une entreprise de subversion des règles du jeu politique. Il remet en question les logiques sociales qui excluent les classes populaires de la scène politique. Cependant, les inégalités sociales du champ politique peuvent être reproduites au sein de l'appareil du PCF, à l'image de la distance entre les dirigeants permanents et les groupes populaires au nom desquels ils prennent la parole¹.

1. Cette analyse est au cœur de PUDAL B., *Prendre Parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, PFNSP, 1989. L'idée d'une imprégnation des règles sociales de la compétition politique sur le travail

La mobilisation du « groupe central » de la « classe ouvrière »

En organisant et en représentant les ouvriers, le PCF participe à la formation tardive puis à l'homogénéisation relative de la « classe ouvrière » en France. Le cas français se caractérise en effet par une lente et incomplète unification du groupe ouvrier, situation liée à la position longtemps hégémonique de la petite bourgeoisie propriétaire, qui freine la migration des paysans vers les villes et l'industrie². Après plusieurs décennies de bouleversements, c'est la crise des années 1930 qui stabilise et fixe le prolétariat industriel autour des grandes usines, dans les cités et les banlieues. Plusieurs éléments distinguent cette nouvelle génération ouvrière née dans l'entre-deux-guerres des milieux d'ouvriers ruraux dont elle est issue : tendance à l'homogénéité sociale, existence d'un groupe central (les ouvriers qualifiés de la métallurgie), autonomie vis-à-vis des autres groupes sociaux, inscription urbaine, canaux ouvriers de transmission des valeurs, etc. Ces conditions de vie et de travail favorisent une culture de classe propice à l'établissement de réseaux de solidarité et d'entraide internes aux groupes ouvriers et, en particulier, au développement du mouvement communiste. Les communistes s'organisent en effet surtout dans les centres nouvellement industrialisés, banlieues ouvrières des grandes villes ou bassins mono-industriels insérés en zone rurale. Leurs places fortes, ce sont les entreprises de la seconde révolution industrielle (sidérurgie, mécanique, navale, chimie, aéronautique, automobile), là où ils peuvent s'appuyer sur le soutien des travailleurs qualifiés de la métallurgie. Hors de ces concentrations industrielles en essor, les univers professionnels des ouvriers à statut (cheminots, gaziers, électriciens, employés des PTT et des arsenaux, etc.) et des travailleurs du bâtiment, constituent également des foyers de militantisme. L'effervescence sociale et politique du printemps 1936 symbolise l'entrée sur la scène publique de ces militants ouvriers de l'industrie. À partir de cette date et jusque dans les années 1970, ils sont au cœur des mouvements sociaux qui secouent le pays. La position dominante des « métallos » a bien été mise en évidence par Gérard Noiriel et on peut, avec lui, comprendre la mobilisation communiste et cégétiste comme un élément de leur hégémonie sur le monde du travail. Leur travail de représentation syndicale et politique consolide symboliquement le groupe ouvrier tout en dissimulant la réalité de son éclatement entre femmes et hommes, nationaux et immigrés, ouvriers qualifiés et spécialisés, ouvriers ruraux et urbains, etc. Certes il ne faut pas réduire la sociologie du PCF à la seule élite militante

de légitimation du personnel ouvrier est initialement formulée par OFFERLÉ M., « Illégitimité et légitimation du personnel politique ouvrier en France avant 1914 », *Annales ESC*, vol. 39, n° 4, juillet-août 1984, p. 681-716.

2. On suit ici les analyses de NOIRIEL G., *Les ouvriers dans la société française. XIX^e-XX^e siècles*, Le Seuil, Paris, 2002 (1^{re} éd. 1986).

issue des fractions ouvrières de mobilité ascendante. Et notre recherche, en s'intéressant aux différents échelons de l'organisation communiste, permet justement de réévaluer le rôle de groupes extérieurs à l'industrie lourde, comme les enseignants ou les paysans. Mais notre travail confirme aussi la position dominante des ouvriers de l'industrie lourde dans la hiérarchie du PCF. La puissance de ce parti est étroitement liée à celle du « groupe central » de la classe ouvrière. En détruisant les bastions industriels nés au début du siècle, la crise industrielle des années 1970 entraîne ainsi un affaiblissement durable de l'organisation communiste.

Suivant ces éléments, la séquence temporelle de cette étude est définie à partir de l'histoire sociale du groupe ouvrier et non en fonction d'une chronologie institutionnelle. C'est dans un cadre historique relativement long, allant des années 1920 aux années 1970, que l'on appréhende la mobilisation communiste, en nous concentrant surtout sur la période de l'apogée de l'ouvriérisation de la société française qui se situe entre 1950 et 1970³. La force de la classe ouvrière s'exprime alors au sein des grandes unités de l'industrie tayloriste, où les salariés s'organisent face à un contrôle hiérarchique prononcé. La diversité des mondes ouvriers invite cependant à la prudence dans l'usage des catégories censées circonscrire les milieux sociaux travaillés par le PCF. Afin de ne pas reprendre les catégories de classement de l'institution politique, comme « classe ouvrière », et dans l'objectif d'éclairer la diversité de ses soutiens sociaux, c'est surtout la notion de « classes populaires » que l'on mobilisera. Comme le souligne Olivier Schwartz, celle-ci peut être pertinente lorsqu'elle désigne des groupes sociaux marqués à la fois par une position sociale subordonnée et par une distance aux normes culturelles dominantes⁴. Entendue ainsi, la notion de classes populaires n'est alors pas propre à une période historique singulière⁵ et elle ne renvoie pas seulement aux mondes ouvriers. Sauf à en rester au discours de l'institution sur les groupes qu'elle entend représenter, on ne pouvait en effet réduire la base populaire du PCF aux seuls ouvriers d'usine. Ceux-ci en forment bien l'axe central, mais on y trouve également des agents d'exécution travaillant dans les services ainsi que des exploitants agricoles, des artisans et des petits commerçants. Entrer par la notion de

3. Cet ouvrage reprend les deux premiers volets d'une thèse (*Structuration et désagrégation du communisme français 1920-2002, op. cit.*) dont la dernière partie, correspondant à la période la plus récente, fera l'objet d'une autre publication sur la « démobilisation communiste ».

4. SCHWARTZ O., *La Notion de « classes populaires »*, Habilitation à diriger des recherches en Sociologie, Université de Versailles – Saint-Quentin-en-Yvelines, 1998. Voir également les réflexions de HOGGART R., *La Culture du pauvre. Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Minuit, 1970, p. 43-46. L'auteur britannique utilise l'expression *working-classes* pour décrire un milieu caractérisé par un « style de vie » particulier, celui de la population des quartiers ouvriers, à laquelle peuvent s'agréger certaines « couches inférieures de la petite bourgeoisie » y résidant (employés, commerçants, artisans, etc.).

5. Pour les périodes antérieures au xx^e siècle, les expressions de « classes inférieures » ou de « classes laborieuses » sont plus souvent employées.

classes populaires, c'est se donner les moyens d'interroger le travail de représentation et d'unification des catégories populaires qu'opère le PCF autour de la « classe ouvrière ».

La réussite de l'entreprise communiste de promotion des classes populaires est condensée dans la figure des « bastions rouges », où puissance du parti et force de la classe ouvrière sont associées. Véhiculée par l'acteur politique, l'image des « fiefs rouges » est très souvent reprise telle quelle par les historiens et les sociologues sans que l'on sache véritablement à quoi elle fait référence. Pour dépasser ces représentations et tenter d'éclairer les modalités de la confiance populaire à l'égard du PCF, certaines précautions méthodologiques sont à prendre.

Tout d'abord, il est essentiel de distinguer les réseaux militants des réseaux de sociabilité populaire. On évite ainsi de réduire les pratiques sociales des classes populaires aux seules formes de mobilisation directement données à voir par l'organisation. En effet, si l'activité des partis et des syndicats contribue à la structuration de pratiques collectives en milieux populaires, elle favorise également leur dissimulation. Les logiques de concurrence entre les diverses organisations du mouvement ouvrier, qui visent chacune à représenter l'ensemble des « travailleurs », contribuent à masquer la spécificité et la diversité des attitudes des classes populaires. En dépit de la consolidation des identités populaires par les pratiques militantes, l'analyste doit donc se garder de réduire la culture populaire aux seules modalités syndicales et politiques d'expression ouvrière.

Ensuite, on ne peut se satisfaire d'une vision sociologiquement mécaniste du PCF comme simple reflet, dans la scène politique, de la puissance sociale de la « classe ouvrière ». En associant logiquement monde ouvrier et organisation communiste, cette lecture reprend en fait, de façon implicite, les représentations des agents de l'institution. Elle a tendance à réduire les mondes populaires à leurs organisations représentatives, sans véritablement interroger les liens changeants entre la scène politique et ces catégories sociales. Expliquer l'influence du PCF par le seul poids socio-économique des classes populaires renseigne en soi peu sur la mobilisation communiste. Pour ne pas en rester à cette idée d'un processus mécanique d'adhésion ouvrière au PCF, c'est le travail concret de mobilisation politique que l'on cherche à explorer, en évaluant son efficacité (c'est-à-dire aussi son inefficacité) dans des contextes sociaux particuliers. On voudrait ainsi contribuer à la déconstruction d'images associant souvent de façon trop automatique militantisme communiste et mondes populaires, en mettant l'accent sur les opérations partisans à l'origine de l'engagement au sein du PCF. Le succès du travail d'identification communiste dans les milieux populaires trouve en effet en partie sa source dans l'institution partisane, dans les pratiques et le personnel politique qu'elle promeut. C'est au

« préjugé » de la « relation *nécessaire* entre communisme et classe ouvrière⁶ » que nous voulons nous attaquer.

Contre une lecture misérabiliste du rapport populaire au politique

Afin de dépasser les images communes d'un ancien monde ouvrier nécessairement militant et communiste et d'une « classe ouvrière » réduite à ses porte-parole institutionnels, cette recherche se donne pour objectif d'éclairer *une* expression militante des classes populaires, et de souligner ses possibles décalages avec le modèle militant diffusé par les cadres du parti. Revenir sur l'efficacité relative des technologies d'encadrement des sociabilités populaires⁷ permet de mettre à mal la vision potentiellement misérabiliste selon laquelle la politisation ouvrière, « stalinienne » pour faire simple, ne serait que « délégation » et « remise de soi au parti⁸ ». Une telle appréhension du rapport des classes populaires au politique sous l'angle unique des effets de leur domination n'est pas propre aux études sur le communisme. Elle mérite d'être discutée, car elle pose la question centrale de la production autonome de formes symboliques en milieu populaire. Quelques mots sur Pierre Bourdieu sont ici nécessaires, tant son influence sur les sciences sociales du politique est importante⁹. En mettant l'accent sur les « mécanismes de délégation » qui s'imposent aux « membres des classes dominées », son œuvre a le mérite de souligner l'importance des inégalités face à l'accès au champ politique, ainsi que les effets de clôture à l'intérieur même des partis politiques, où « les simples adhérents » se doivent de faire confiance aux élus et permanents. Cela étant acquis, il nous semble cependant réducteur d'appréhender le rapport des classes populaires au politique à travers la seule « alternative de la démission dans l'abstention ou de la dépossession par la délégation¹⁰ ». Pour Pierre Bourdieu, les classes populaires auraient, lorsqu'elles trouvent les forces pour entrer dans l'action

6. PUDAL B., « Politisation ouvrière et communisme », DREYFUS M., GROppo B., INGERFLOM C. *et al.*, *Le siècle des communismes*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2000, p. 67-81.

7. Héritée du travail de M. FOUCAULT (*Surveiller et punir. Naissance de la prison en France*, Paris, Gallimard, 1975, p. 1632-1648), la notion de « technologie », telle que nous l'utilisons à la suite des socio-historiens, permet de ne pas en rester aux seules dimensions instrumentales des procédés organisationnels favorisant le conformisme pour prendre également en compte leurs aspects immatériels, symboliques.

8. Voir les mises en garde de C. GRIGNON et J.-C. PASSERON sur les dérives « misérabiliste » (réduction de leur situation à un simple état de domination et d'aliénation) et « populiste » (valorisation sans détachement de leur autonomie et de leur capacité de résistance) des modèles d'analyse des cultures populaires : *Le savant et le populaire*, Paris, Le Seuil-Gallimard, 1989.

9. On pense notamment aux analyses portant sur la formation des groupes et la production des discours politiques, voir BOURDIEU P., « Décrire et prescrire. Note sur les conditions de possibilité et les limites de l'efficacité politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 38, mai 1981, p. 69-73.

10. BOURDIEU P., « La représentation politique. Éléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, février-mars 1981, p. 4.

collective, des dispositions sociales à la « remise de soi » au parti, en raison surtout de leur manque de temps libre et de leur faible capital culturel. C'est le sens de son recours à l'expression *fides implica*, « délégation globale et totale par laquelle les plus démunis accordent en bloc au parti de leur choix une sorte de crédit illimité », laissant en cela « libre cours aux mécanismes qui tendent à les déposséder de tout contrôle sur l'appareil¹¹ ».

Dans l'œuvre de Pierre Bourdieu, ce modèle de la politisation des classes populaires comme délégation totale au parti est tiré de l'exemple communiste. S'il est mobilisé comme un schéma général, il peut poser plusieurs problèmes. En premier lieu, on peut se demander s'il est pertinent de tirer des conclusions générales sur le rapport des classes populaires aux organisations politiques à l'aune de ce seul parti dont la genèse et le mode de fonctionnement sont très particuliers, notamment parce qu'ils sont liés à l'histoire de l'Union soviétique. Ensuite, ce modèle de politisation, centré sur les « professionnels » du parti, peut conduire à une vision « légitimiste » du rapport à la politique, qui institue l'engagement de ces derniers comme la forme de participation politique par excellence. Les autres formes de politisation, hors des appareils et des instances électives, ne seraient alors que des engagements moins aboutis. Or, l'observation des activités politiques dans leurs contextes sociaux et locaux de réalisation, que permet l'exploitation des archives militantes, laisse apparaître de véritables formes populaires d'engagement. Pratiques et enchâssées dans des rapports sociaux plus larges, celles-ci ont une dynamique propre. Elles ne sont pas seulement à lire en creux des attitudes des militants les plus dotés en « capital politique », selon un raisonnement qui en resterait à l'établissement de différents « degrés » dans l'engagement politique. Comme le souligne Jean-Noël Retière, la scène politique locale peut être « partiellement affranchie des logiques de positionnement et de reconnaissance induites par la seule détention des capitaux économique, culturel et social¹² ». Les modalités locales d'accès au champ politique mettent en jeu d'autres ressources, comme l'autochtonie, c'est-à-dire l'appartenance à un réseau de relations localisé, issue en particulier de fréquentations familiales et professionnelles. Ce type de ressources, que procure l'implication dans les sociabilités résidentielles, peut être mobilisé par certaines fractions des classes populaires pour participer à la vie politique locale.

Bien sûr, cette perspective ne vise pas à nier l'impact structurant des inégalités sociales sur les formes de la participation politique¹³. Au contraire, il s'agit d'en affiner le constat, et les premiers chapitres de cet ouvrage seront

11. *Ibid.*, p. 6.

12. RETIÈRE J.-N., « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix*, 63, 2003, p. 124.

13. Sur cette question, voir l'analyse fondatrice de GAXIE D., *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Le Seuil, 1978.

consacrés à l'analyse de la reproduction des rapports de domination sociale au sein de la mobilisation communiste, tant dans les milieux industriels que dans les milieux agricoles. Mais la forte structuration organisationnelle du PCF, avec en particulier ses ramifications associatives et syndicales, ne peut être considérée uniquement comme un instrument bureaucratique renforçant la fermeture du champ politique. Elle constitue aussi un support de mobilisation collective et de participation politique pour des catégories populaires qui ne s'en remettent pas totalement au parti. Les ressorts de la confiance populaire à l'égard du PCF, comme l'engagement syndical des ouvriers ou l'investissement coopératif des paysans, peuvent être également sources d'une distance critique à l'égard de l'institution partisane. Il est ainsi essentiel de situer l'analyse au niveau des réseaux locaux de l'organisation communiste, c'est-à-dire à une échelle où s'opèrent des interactions quotidiennes entre les « profanes » et les « professionnels » du jeu politique. Lorsque l'on mène l'investigation dans les fédérations départementales et les sections locales, on ne peut en rester au simple constat d'une coupure étanche entre « représentés » et « représentants », entre « mandants » et « mandataires », pris dans des logiques antagonistes, insérés dans des « champs » distincts. Cette vision, dont héritent les études politiques lorsqu'elles se centrent sur « l'offre politique », s'adosse surtout à une conception d'un « champ politique » autonome, ou, du moins, dont les liens avec le « champ social » sont peu explicites. Pour contrer cet effet « boîte noire » et pour contribuer à une meilleure compréhension des relations entre les catégories populaires et la politique, nous avons fait le choix de porter l'essentiel de notre attention, non pas sur l'appareil central de production des normes politiques, ni sur une échelle individuelle et décontextualisée de réception de ces normes, mais sur les réseaux locaux du parti et les groupes sociaux mobilisés. Alors que l'étude des comportements politiques tend à se scinder entre des travaux s'intéressant uniquement soit à l'« offre institutionnelle », soit à la « demande individuelle », on a voulu placer le curseur au point de contact entre ces deux dimensions, à un niveau où peut se lire l'entrelacement des logiques politiques et des processus sociaux.

Lorsqu'on l'appréhende dans ses lieux de réalisation, la culture militante est loin d'avoir la pureté du modèle diffusé par les cadres du PCF. Elle est indexée aux univers symboliques des classes populaires, elle hérite de formes d'expression propres aux milieux sociaux d'où sont issus les adhérents. Les normes militantes sont appropriées en fonction des configurations locales, elles sont investies de significations singulières et peuvent même être rejetées. À ce niveau, des formes d'insubordination populaire au sein même du parti sont en effet aisément perceptibles, pour peu que l'on s'efforce de multiplier les angles d'approche et de mobiliser des sources, écrites et orales, variées. Pour peu aussi que l'on prenne bien en compte les multiples dimensions de la politisation des classes populaires, qui est alimentée

par le travail militant mais aussi par des processus propres aux cultures populaires. La notion de « politisation » recouvre en effet deux acceptations différentes, selon que l'on privilégie l'étude des effets produits par des dispositifs institutionnels ou ceux induits par l'appartenance sociale. Le premier processus, celui de la politisation communiste, repose sur un travail d'encadrement et de mobilisation des classes populaires. Ces opérations diffusent des grilles de lecture politique du monde social, basées sur une vision conflictuelle des rapports sociaux, et elles construisent des liens entre les activités sociales « ordinaires » et la vie politique, en valorisant les enjeux de la compétition pour le pouvoir. Cette politisation renvoie à des processus d'apprentissage (Maurice Agulhon¹⁴) ou de requalification d'activités sociales (Jacques Lagroye¹⁵). Mais les formes de politisation exprimées dans les cultures militantes populaires ne se réduisent pas à ce registre de la politique légitime, ni à des processus descendants allant vers les « masses ». Estimer que le rapport des classes populaires à la politique qui s'exprime dans les sociabilités militantes est tout entier issu d'un travail d'encadrement reviendrait à nier toute autonomie de leur expression symbolique. C'est pourquoi, il est nécessaire d'envisager aussi le terme de politisation dans un deuxième sens, celui d'un processus interne aux groupes sociaux dominés, lié à leur conditions d'existence. Dans cette acceptation, des formes populaires de politisation sont héritées d'un style de vie particulier, qui favorise la conscience d'appartenir à un monde à part ainsi que le scepticisme à l'égard des institutions et de leurs représentants. Elles sont construites autour de la distinction structurante entre « eux » et « nous¹⁶ », distinction « de classe » qui se forge dans des relations de solidarité et d'opposition nouées sur les scènes résidentielles et professionnelles. Cette politisation populaire s'exprime dans des pratiques sociales extérieures à la scène politique. Elle préexiste à la mobilisation communiste et elle peut lui échapper. Nous nous sommes efforcés d'en chercher des traces au sein même de la mobilisation communiste, et d'identifier les formes de résistance aux injonctions militantes qu'elle nourrit. On le verra, l'efficacité de l'encadrement communiste de la politisation populaire a sûrement été

14. La familiarisation avec les enjeux de la politique nationale et la diffusion des idées républicaines sont au cœur du modèle de « la descente de la politique vers les masses » proposé dans AGULHON M., *La République au village. Les populations du Var de la Révolution à la Seconde République*, Paris, Le Seuil, 1979.

15. J. LAGROYE définit la politisation comme « une requalification des activités sociales les plus diverses, requalification qui résulte d'un accord pratique entre des agents sociaux enclins, pour de multiples raisons, à transgresser ou à remettre en cause la différenciation des espaces d'activités » (« Les processus de politisation », LAGROYE J. (dir.), *La Politisation*, Paris, Belin, coll. « socio-histoires », p. 360-361).

16. On reprend ici les analyses de R. HOGGART, *op. cit.*, sur l'opposition populaire au monde « des autres », qui nourrit une attention « oblique » à l'égard des messages culturels et politiques. Voir aussi SCHWARTZ O., « Sur le rapport des ouvriers du Nord à la politique, matériaux lacunaires », *Politix*, n° 13, 1991, p. 79-86.

surestimé, y compris pour des groupes considérés comme « acquis », tels les mineurs ou les métallos des grandes unités industrielles.

L'entreprise partisane à travers ses usages sociaux

En différenciant de façon analytique travail de politisation et pratiques populaires, on se donne les moyens de souligner ce en quoi les deux sphères s'entremêlent sans cependant se confondre. On analysera comment le parti travaille à encadrer des populations ouvrières et paysannes tout en prenant des formes héritées de la sociabilité des groupes sociaux qui l'investissent. La mobilisation des classes populaires opérée par le PCF est indissociable des usages populaires de l'entreprise communiste¹⁷. On s'inscrit par là dans le programme matriciel de la sociologie politique, appliqué au travail local de construction des organisations partisans, qui invite à appréhender une institution en prenant en compte la spécificité des groupes sociaux qui s'en emparent, la transforment, la perpétuent ou s'en détachent¹⁸. L'analyse ne peut donc se restreindre à l'étude des missions revendiquées par l'institution politique. Seule l'observation de ses appropriations est susceptible de rendre compte des manières dont la fabrication de la relation partisane s'ancre dans un environnement. Au-delà du constat d'une réception différentielle du message politique en fonction des contextes socio-historiques, cette perspective permet d'évaluer l'impact des processus d'appropriation sur les formes localisées de l'organisation partisane. L'institution prend forme à travers ses emplois, souvent malgré les orientations fixées par ses fondateurs, « elle n'a d'autre consistance que celle que lui confère la variété des entreprises tendant à s'en saisir et à s'en servir¹⁹ ». La notion d'entreprise partisane échappe ainsi au réductionnisme entrepreneurial lorsqu'elle est reliée aux logiques sociales de sa constitution et de son fonctionnement²⁰. Dans une appréhension contextualisée, elle comprend à la fois le travail des acteurs politiques et le résultat de la mobilisation politique indépendamment des buts que l'organisation s'est donnés.

Cette perspective met à distance les analyses idéologiques qui évacuent les conditions sociales de possibilité du phénomène investi et visent le dévoi-

17. Sur cette nécessaire attention aux « cultures populaires » dans l'analyse de la politisation ouvrière, nous renvoyons au dossier « Le populaire et le politique », *Politix*, vol. 4, n° 13 et 14, 1991.

18. Programme initié notamment par J. LAGROYE, *Société et politique : Chaban-Delmas à Bordeaux*, Paris, Pedone, 1973.

19. LACROIX B. et LAGROYE J. (dir.), *Le président de la République : usages et genèses d'une institution*, Paris, PNFNSP, 1992, p. 10. Suivant les pistes tracées dans cet ouvrage, notre analyse s'attachera à l'étude des « différentes formes d'un travail éclaté de l'institution » (p. 10) et à l'« incorporation des règles et des compétences faisant exister concrètement l'institution » (p. 11).

20. Sur cet usage de la notion d'entreprise appliquée au politique : OFFERLÉ M., *Les partis politiques*, Paris, PUF, 2006 (1^{re} éd. 1987), p. 21-24; SAWICKI F., « Les partis politiques comme entreprises culturelles », CEFÁI D. (dir.), *Cultures Politiques*, Paris, PUF, 2001, p. 191-211.

lement de son « essence intrinsèque ». Pour éviter les risques de réification qu'entraînent de telles analyses dotant les courants politiques, comme « le » communisme, d'une personnalité collective, une attitude compréhensive consiste à spécifier les différents sens que prend un label politique en fonction de ses appropriations sociales et des contextes socio-historiques. Plutôt que de partir à la quête de « l'essence » du communisme, l'analyse vise à préciser des éléments de distinction entre le groupe des communistes et les autres, et, au sein même du parti, entre les différents groupes internes au corps partisan. On cherche moins à savoir ce qu'est le communisme qu'à comprendre les raisons d'agir (et de sortir) des militants, en fonction de l'évolution de leur position relative dans l'institution communiste et dans l'espace social, et à analyser à partir de ces trajectoires comment l'organisation communiste se fonde et se transforme.

Concrètement, cela conduit à déployer une analyse en termes de *marque politique* (entendu au sens de label ou de marqueur), analyse qui évite l'imposition d'un sens univoque et a-temporel au contenu d'une mobilisation politique. Les individus affirment leur soutien, électoral ou militant, non pas à un corpus doctrinal figé une fois pour toute par le groupe dirigeant, mais à une marque politique, à laquelle ils donnent une signification variable, en fonction des positions qu'ils occupent dans les rapports sociaux et militants à un moment donné. On montrera, par exemple, que la forte audience communiste dans certains milieux agricoles repose sur l'existence d'une symbolique communiste propre aux mondes ruraux, qui est en relatif décalage avec l'idéologie marxiste-léniniste. Associé au mot d'ordre « La terre à ceux qui la travaillent », la marque communisme pour laquelle se mobilisent les paysans est peu collectiviste. Elle renvoie plutôt à la revendication d'un accès socialement élargi à la propriété et aux idées d'entraide collective, symbolisées par le développement des coopératives. La figure de l'URSS est ainsi sollicitée en milieu rural pour la modernisation de son agriculture (productivité, machines, déclin de la pénibilité) ou encore pour sa lutte contre le nazisme et son rôle de défenseur de la paix dans les relations internationales, mais jamais pour la collectivisation des terres. Repérer les usages d'une marque partisane implique de porter l'attention sur les groupes sociaux qui peuvent transformer la signification de cette marque en s'en emparant. Cette démarche nécessite aussi d'investir les documents locaux de l'organisation afin de ne pas en rester au seul dispositif national de propagande.

Les échelles d'observation des pratiques d'homogénéisation partisane

Plus que tout autre parti, l'organisation communiste a fait l'objet d'innombrables travaux universitaires. Elle est au cœur du dynamisme de l'étude

des entreprises partisans, avec en particulier les travaux de Bernard Pudal²¹ et de Frédérique Matonti²², qui portent sur des fractions dirigeantes du parti et démontrent toute la fécondité d'adosser la sociologie d'une organisation à l'analyse relationnelle de la trajectoire sociale de ses membres²³. Nous voudrions souligner ici l'intérêt de prolonger l'investigation à une autre échelle, celle des milieux populaires de structuration locale du PCF, à condition bien sûr de ne pas restreindre l'analyse à ce seul niveau. Notre perspective ne consiste pas en effet à réduire la focale mais plutôt à varier les « jeux d'échelles²⁴ ». Par là, on induit des « effets de connaissance » sur la culture militante communiste, qui ne peut être appréhendée pleinement du seul point de vue de l'institution centrale et de ses dirigeants. Le statut de permanent introduit un rapport singulier à l'action militante, vécue sur le mode d'une identification totale au parti, qui n'est pas partagée par l'ensemble des adhérents. Leur conception intellectuelle de la politique est distincte de celle des ouvriers ou paysans, adhérents sans responsabilités, qui ont un rapport pragmatique à la politique, indexé à des enjeux locaux et concrets. Un ouvrier, adhérent de base, qui participe une fois par mois aux réunions de sa cellule, est socialement plus proche d'un autre ouvrier, non militant mais voisin ou collègue, que d'un permanent communiste ayant un intérêt professionnel pour la politique, à laquelle il consacre l'essentiel de son temps. Sa vie ne se résume pas à sa vie militante. Il peut être davantage investi dans une amicale laïque ou un groupe de chasseurs qu'au sein du parti. C'est pourquoi il est nécessaire de penser l'engagement communiste dans un continuum de positions, allant des cadres nationaux permanents aux adhérents de base, peu intégrés au parti ou surtout investis dans des sphères plus ou moins annexes (mairies, syndicats, associations), en passant par les cadres fédéraux, qui peuvent être permanents ou non. Dans ce continuum de positions militantes, définies par des degrés variables d'appartenance au parti, le statut de permanent apparaît comme une

21. PUDAL B., *Prendre parti, op. cit.* et *Un monde défait (les communistes français de 1956 à nos jours)*, Paris, Éditions du Croquant, 2009.

22. MATONTI F., *Intellectuels communistes, essai sur l'obéissance politique, La Nouvelle Critique (1967-1980)*, Paris, La Découverte, 2005.

23. Une perspective attentive aux trajectoires biographiques implique de prendre en compte l'inscription des individus dans une pluralité d'espaces sociaux et de prêter attention à l'évolution des expériences individuelles et des contextes sociaux. Ces points sont notamment discutés dans les travaux d'O. FILLIEULE, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1-2, 2001, p. 199-217.

24. REVEL J. (dir.), *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Hautes Études/Gallimard/Le Seuil, 1996. Cette recherche s'inscrit dans l'héritage de la rencontre entre anthropologie et histoire pour autant que l'on ne place pas l'analyse au seul niveau des liaisons intersubjectives afin, suivant la « démarche » socio-historique, d'explorer également les médiations institutionnelles, « à distance », entre les individus (ici, en particulier, les technologies institutionnelles favorisant l'identification au parti). Cf. BUTON F. et MARIOT N., entrée « Socio-histoire », *Dictionnaire des idées*, 2^e vol. des « Notionnaires » de l'*Encyclopaedia Universalis*, 2006, p. 731-733.

ligne de démarcation fondamentale²⁵. Les sociabilités militantes au PCF ne peuvent donc se réduire à celle des cadres permanents. Elles constituent des assemblages complexes où les logiques d'identification au parti sont confrontées à des principes de socialisation propres aux milieux où sont également inscrits les militants.

En privilégiant, dans la construction de l'objet d'étude, le contexte local (le milieu d'incarnation sociale de la relation partisane) sur la variable sociale (les intellectuels, les ouvriers) ou institutionnelle (l'élite dirigeante), la démarche adoptée réunit ce que des visées sociologiquement ciblées peuvent séparer. Elle inscrit les actions militantes dans l'espace social des pratiques quotidiennes. Cette orientation empirique de la recherche s'impose car la compétition politique ne se limite pas à une concurrence entre des discours, mais met surtout en relation des groupes sociaux et des pratiques collectives. En outre, mener l'enquête dans des contextes locaux permet d'aller à l'encontre des images communes sur la hiérarchisation extrême du PCF, selon lesquelles le groupe central diffuserait de façon efficace des normes identiques sur l'ensemble du territoire. Dès que l'on décentre le regard des seuls agents de l'appareil central pour observer la mobilisation communiste dans ses milieux d'actualisation, le monolithisme supposé de l'organisation « stalinienne » éclate. Certes, comme on le montrera, certaines injonctions du centre contribuent à l'homogénéisation de l'organisation, en particulier à travers la formation d'un corps de permanents locaux d'origine ouvrière, relativement similaire d'une région à l'autre. Mais les formes de l'action collective, les répertoires symboliques mobilisés, et les personnels militants sont loin d'être identiques dans les différents territoires. On le comprend, la démarche empirique conduit à saisir l'institution partisane dans des configurations sociales spécifiques. Elle invite à délaissier le parti *stricto sensu* au profit de ce Frédéric Sawicki nomme le « milieu partisan²⁶ ». La structuration du milieu partisan n'est pas réductible aux règles institutionnelles ou aux conduites d'acteurs politiques éminents : elle entre dans des jeux de rapports sociaux dont le politique n'est souvent qu'une expression. Partir de terrains concrets, localement situés, permet de ne pas autonomiser l'organisation politique des réseaux sociaux qui l'alimentent.

Il ne s'agit cependant pas d'évacuer le rôle de l'institution et de minimiser son travail d'encadrement des activités militantes. La prise en compte des technologies nationales de contrôle des militants est essentielle y com-

25. Dans son étude d'une équipe dirigeante de la banlieue parisienne, P. BOULLAND décrit la « ligne de fracture » distinguant les cadres professionnels des autres dirigeants fédéraux : *L'Encadrement de la Fédération communiste de Seine-Ouest (puis Hauts-de-Seine) de 1953 à 1968*, Mémoire de Maîtrise en Histoire sociale, Université Paris I, 2000, p. 155-174.

26. Entendu comme l'« ensemble des relations consolidées entre des groupes dont les membres n'ont pas forcément pour finalité principale de participer à la construction du parti politique, quoi qu'ils y contribuent en fait par leurs activités » : SAWICKI F., *Les réseaux du PS. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, coll. « socio-histoires », 1997, p. 24.

pris pour restituer la diversité des appropriations d'une marque partisane. La saisie d'un parti à travers ses usages implique de ne pas évacuer les directives politiques qui les rendent possibles. Ainsi, bien que l'on parte de terrains locaux, on s'est efforcé d'orienter l'analyse vers l'étude des modalités pratiques de la mise en cohérence, plus ou moins efficace, des investissements militants. L'appréhension de ces opérations de cristallisation institutionnelle passe par la mise au jour des instruments d'identification et de contrôle par lesquels le parti parvient à unifier les investissements hétérogènes dont il est l'objet. S'attacher à la production des techniques partisans d'homogénéisation et à leurs conditions de mise en œuvre est important dans le cas des analyses localisées des partis, où le risque de recourir à des explications essentialistes en termes de cultures politiques locales est grand. Dans un raisonnement tautologique, la forte audience d'un parti dans la région investie est en effet souvent rapportée à la prégnance historique d'un « tempérament » politique local. Orienter l'enquête vers l'identification des dispositifs d'homogénéisation symbolique est un moyen d'éviter cette réduction culturaliste selon laquelle le succès d'un parti renverrait aux effets de certaines « traditions locales ». Loin d'expliquer simplement l'audience du PCF dans telle région par la préexistence d'une « culture révolutionnaire », on est conduit à analyser comment certains agents de l'institution peuvent mobiliser avec succès un corpus symbolique, lors de pratiques festives et commémoratives notamment, pour légitimer leur accession au pouvoir politique local.

Réaffirmer le rôle de l'institution est important car l'historiographie du PCF a été marquée jusqu'à une période récente par un abandon progressif de la dimension politique de son objet au profit de son insertion dans la société française²⁷. Les lectures territoriales et sociales de la mobilisation communiste se sont d'abord développées selon un objectif de relativisation de l'importance des facteurs internationaux du communisme²⁸. Plus récemment, l'absence d'archives disponibles a renforcé ce type d'investigations qui se sont enrichies des méthodes renouvelées de l'histoire sociale et de la sociologie des mondes ouvriers²⁹. Mais l'accumulation des monographies

27. Voir LAZAR M., « En quoi le communisme français est-il un phénomène politique? », BERNSTEIN S. et MILZA P. (dir.), *Axes et méthodes de l'histoire politique*, Paris, PUF, 1998, p. 41-55.

28. Voir GIRAULT J. (dir.), *Sur l'implantation du Parti communiste français dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Éditions sociales, 1977. Notre recherche s'inscrit dans la continuité des travaux historiques sur l'implantation locale du PCF, mais nous utilisons ce terme de manière plus restrictive. Il évoque en effet trop facilement une organisation qui viendrait de l'extérieur, d'en haut, pour s'établir, s'implanter, dans un territoire (avec l'image de militants venant de Paris pour développer des réseaux militants locaux). Pour échapper à cette vision descendante, mieux vaut mobiliser ce terme uniquement lorsque l'on fait référence à la stratégie des cadres du PCF. On distingue donc la *stratégie d'implantation* des dirigeants et la *structuration locale* de l'organisation. L'analyse portera sur les formes de concordance et de contradiction entre ces deux processus.

29. Pour ne citer que deux études exemplaires : HASTINGS M., *Halluin la rouge 1919-1939. Aspects d'un communisme identitaire*, Lille, Presses universitaires de Lille, 1991 ; RETIÈRE J.-N., *Identités ouvrières. Histoire sociale d'un fief ouvrier en Bretagne, 1909-1990*, Paris, L'Harmattan, 1993.

peut donner l'image d'un communisme français éclaté sans que se dessine la construction unifiée d'un objet politique. L'ouverture récente des archives internes du PCF permet d'éviter l'image de morcellement du communisme qui tend à accompagner toute investigation sur les réseaux locaux du PCF. Comme on l'évoquera plus précisément lors de l'exposition des sources mobilisées, ces archives offrent les moyens d'analyser le rôle de l'appareil politique aux différents échelons de la mobilisation et, en particulier, le travail partisan de fidélisation des classes populaires. Dans ses incarnations sociales, le milieu partisan communiste ne se réduit pas au parti mais celui-ci y occupe une place centrale.

En situant l'analyse du côté des pratiques politiques quotidiennes tout en prenant en compte le fonctionnement organisationnel du PCF, on aimerait contribuer à remettre davantage en cause le clivage traditionnel des recherches sur les partis entre, pour simplifier à l'extrême, d'un côté des analyses sur l'histoire locale et les formes d'engagement, et de l'autre des travaux centrés sur les institutions centrales et leurs porte-parole. C'est la « double face » du programme de la sociologie politique des institutions – celle des investissements pratiques et symboliques suscités par les institutions et celle de l'« emprise » qu'elles exercent³⁰ – que nous avons cherché à appréhender conjointement.

Les terrains d'enquête et leur statut

Plutôt que de considérer le terrain investi comme l'*objet* de la recherche, l'analyse localisée évite le biais monographique en l'appréhendant comme un simple *cadre* de recherche³¹. Loin d'assimiler le terrain d'enquête au *particulier*, elle y voit le moyen de comprendre l'articulation entre différentes échelles de pratiques par l'étude du *singulier*. S'intéresser à des configurations locales permet des va-et-vient constants entre le centre et la périphérie, et ne réduit pas le terrain au « local », chosifié dans un face-à-face avec le « national ». Ni simple lieu de vérification d'observations générales selon une optique illustrative, ni manifestation d'un particularisme local irréductible selon une perspective monographique, le terrain de recher-

30. GAÏTI B., « Entre les faits et les choses. La double face de la sociologie politique des institutions », COHEN A., LACROIX B. et RIUTORT P. (dir.), *Les Formes de l'activité politique. Éléments d'analyse sociologique XVIII^e-XX^e siècles*, Paris, PUF, p. 39-64. Pour les partis politiques, cette perspective a donné lieu à deux thèses particulièrement intéressantes : LEFEBVRE R., *Le socialisme saisi par l'institution municipale. Jeux d'échelles*, thèse pour le doctorat en science politique, Université Lille 2, 2001 et FRETTEL J., *Militants catholiques en politique. La Nouvelle UDF*, thèse pour le doctorat en science politique, Université Paris 1, 2004. Menées au même moment que notre travail, également attentives à la question des échelles spatiales et aux appropriations sociales des organisations, elles témoignent d'un contexte intellectuel en science politique particulièrement propice aux hybridations scientifiques et à la recherche empirique.

31. BRIQUET J.-L. et SAWICKI F., « L'analyse localisée du politique. Lieux de recherche ou recherche de lieux? », *Politix*, n° 7-8, oct.-déc. 1989, p. 6-16.

che conjugue une spécificité propre et des processus nationaux. Il sert de révélateur des conditions de possibilité ou d'impossibilité du phénomène étudié³². Le dispositif de recherche le plus adapté à cette visée met en œuvre une pluralité de sites investis. À rebours de la tendance des études locales à reposer sur un seul terrain, on cherche à analyser le même phénomène, au même moment, dans des contextes sociaux variés, contextes qui ont des liens entre eux³³. On se donne ainsi les moyens d'adopter une perspective comparative et d'éclairer des processus nationaux, en s'affranchissant des limites d'une étude de cas.

Pour éviter l'enfermement dans la monographie, il est essentiel de ne pas prendre le cadre spatial d'analyse comme un donné évident, donc impensé, pour au contraire l'interroger, le construire, en fonction des orientations de recherche. Alors que le « choix » du cadre local d'enquête, c'est-à-dire non seulement du terrain proprement dit, mais également de ses frontières, relève souvent de l'implicite dans les démarches monographiques, il est essentiel de ne pas évacuer ses effets sur la construction de l'objet. Nous sommes ainsi partis d'une unité spatiale respectueuse des pratiques sociales et non de découpages institutionnels (commune, département). Comme la mobilisation communiste s'ancre dans des pratiques forgées dans le territoire et le travail, et afin de respecter la genèse sociale des comportements politiques, ces deux ressorts, résidentiels et professionnels, sont au centre de la définition des terrains d'études. Ceux-ci sont constitués de bassins d'emplois, c'est-à-dire d'aires géographiques définies par les mouvements de migration résidence-travail. La construction historique des bassins d'emploi s'effectue hors des délimitations administratives et, plus que les communes, ils structurent les sociabilités populaires³⁴. Pour ne pas saisir de façon abstraite des individus hors du contexte et des interactions qui les lient, on part de l'espace social des pratiques des groupes étudiés afin de rapporter leurs attitudes politiques aux conditions de leur production et expression. La prise en compte des migrations résidence-travail fait voler en éclat le cadre communal : quel sens y aurait-il, par exemple, à étudier les mobilisations politiques ou syndicales dans la ville de Saint-Nazaire sans prendre en compte son arrière-pays rural, le marais de Brière, où résident depuis la fin du XIX^e siècle la plupart des travailleurs des usines de la ville ? Seule la prise en compte de l'aire d'emploi nazairienne structurée autour des industries navale et aéronautique permet de ne pas diviser artificiellement le groupe ouvrier local avant d'étudier ses attitudes politiques. La délimitation d'unités

32. Le travail séminal de M. AGULHON sur le rôle des réseaux de sociabilité locale dans l'intégration politique est un modèle pour l'analyse localisée de processus nationaux : *La République au village*, *op. cit.*

33. On s'inscrit dans la perspective d'une ethnographie multi-site, cf. MARCUS G. E., *Ethnography Through Thick and Thin*, Princeton, Princeton University Press, 1998.

34. Sur le cas du bassin minier du Pas-de-Calais, voir LAURENT A. et WALLON-LEDUCQ C.-M., « Vote, offre électorale et territoire », GAXIE D. (dir.), *Explication du vote*, Paris, PFNSP, 1989, p. 335-356.

de recherche plus restreintes que le département est en outre l'une des conditions de réalisation d'une enquête sur le rapport des classes populaires au politique. Si le cadre d'investigation d'une étude centrée uniquement sur le cercle dirigeant d'un parti peut être fédéral puisque les interactions visées s'effectuent surtout au niveau départemental, cet échelon d'analyse n'est pas propice à l'étude des rapports populaires aux institutions politiques. Les interactions (professionnelles, familiales, syndicales) des classes populaires s'inscrivent dans des bassins d'emploi qui constituent en cela un « milieu d'interconnaissance », cadre idéal pour la réalisation d'une enquête de terrain³⁵.

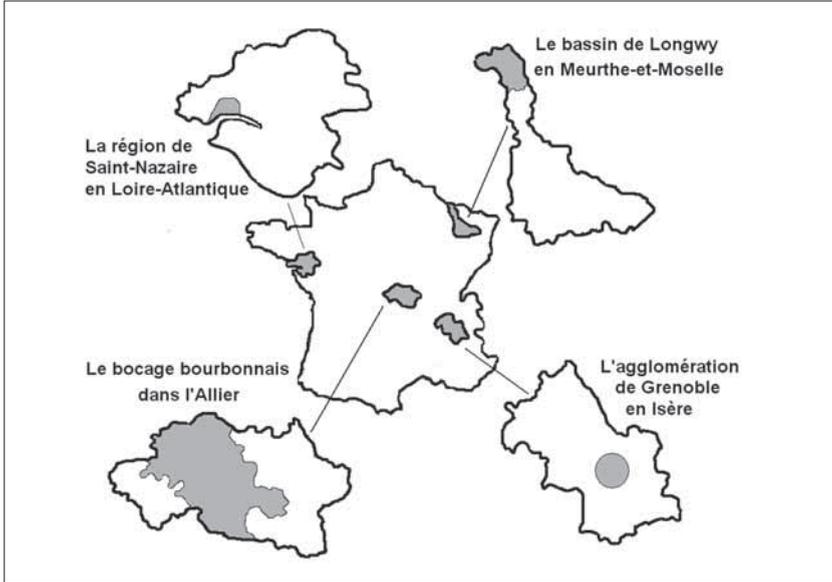
Outre les frontières de l'unité spatiale d'analyse, la pertinence d'une approche localisée d'un parti dépend également du choix des espaces observés. À cet égard, s'appuyer sur une multiplicité de terrains permet de ne pas voir que de l'exceptionnel dans « le local » : la perspective comparative offre la possibilité de décrire les modalités de structuration (et de destructuration) du courant politique en fonction des contextes sociaux. La méthode dite des « contrastes dramatiques », opposant des cas suffisamment différents pour cerner les procès socio-historiques de chacun d'entre eux³⁶, est ainsi d'une grande utilité pour la compréhension des conditions d'efficacité d'un travail d'homogénéisation institutionnelle. Les sites mobilisés ici sont donc fortement différenciés par leurs structures économiques (secteurs professionnels, nature des emplois), démographiques (type de population active, taux d'activité féminin, immigration), géographiques (zone rurale ou urbaine, taille des communes) et partisans (influence du PCF, configuration de la concurrence politique).

Plus précisément, l'investigation s'est déroulée au sein de quatre sites locaux : le Pays Haut lorrain (bassin sidérurgique et minier du nord du département de Meurthe-et-Moselle), le bocage bourbonnais (zone d'élevage et de polyculture au centre du département de l'Allier), le bassin d'emploi de Saint-Nazaire en Loire-Atlantique (défini par le pôle d'attraction de l'industrie navale) et l'aire d'emploi grenobloise (développée autour d'un tissu industriel diversifié avec des entreprises agro-alimentaires, métallurgiques, textiles et chimiques). Une telle sélection vise à prendre en compte les principales bases sociales du communisme, tant urbaines que rurales. Les régions industrielles sont contrastées (spécialisation de pointe avec l'industrie navale nazairienne, diversification dans la région grenobloise, industrie du fer à Longwy) et l'insertion locale dans le procès industriel est différenciée. La région grenobloise bénéficie d'une industrialisation précoce avec le textile, le Pays Haut lorrain prend son essor économique à la fin du XIX^e siècle, tandis que le bassin industriel nazairien ne se stabilise véritablement que dans l'entre-deux-guerres. Les crises du monde ouvrier touchent inéga-

35. Cf. BEAUD S. et WEBER F., *Guide l'enquête de terrain*, La Découverte, Paris, 2003 (1^{re} éd. 1998).

36. Cf. BADIE B. et HERMET G., *La politique comparée*, Paris, Armand Colin, 2001, p. 46-47.

lement ces régions industrielles au cours des années 1960-70, avec un lent déclin du monde du travail productif (Grenoble), une destruction rapide (Longwy) et un maintien relatif (Saint-Nazaire).



Carte n° 1 : Les quatre sites locaux enquêtés

Le choix d'une terre rurale s'est porté vers le bocage bourbonnais, car il donne une image de la diversité de la France paysanne avec une structure sociale mixte (grande et petite propriété) et des régions naturelles variées, riches et pauvres. Essentiellement terres d'élevage mais aussi de production céréalière, les campagnes centrales de l'Allier s'insèrent dans le pourtour « rouge » du nord et de l'ouest du Massif Central. Les paramètres politiques entrent en effet aussi dans la détermination des sites d'étude. La recherche concerne deux zones de forte influence communiste, l'une ouvrière (le Pays Haut lorrain) et l'autre rurale (le bocage bourbonnais), ainsi qu'une région d'audience moyenne (l'agglomération grenobloise) et une terre de faible influence (le bassin nazairien). Nous avons précisément retenu ce dernier site, car le courant communiste y est peu développé. Contre la tendance à réduire le communisme à ses « bastions », il est intéressant d'étudier un fief ouvrier qui lui échappe afin de décrire les difficultés que les militants communistes peuvent rencontrer et, en particulier, les concurrences syndicale et municipale auxquelles ils sont confrontés. L'échec du PCF à Saint-Nazaire, dans une ville ouvrière à forte tradition syndicale, appelle une interrogation quant aux conditions défavorables à son audience. En général, le succès du PCF est localement conditionné par les types de concurrences et la présence

d'autres institutions, qui peuvent aussi être le support d'identifications collectives. Il est donc nécessaire de ne pas saisir le PCF comme un isolat, dans ses seules relations avec les groupes populaires. La présence d'un courant socialiste influent ou de réseaux associatifs chrétiens ont, par exemple, un impact sur son développement. Si les différents cas locaux que nous allons explorer ne résument pas l'ensemble des sites du communisme, ils donnent cependant une image de sa diversité.

Quelles sources pour une ethnographie historique du PCF ?

Pour déployer une analyse localisée d'une organisation politique, il est nécessaire de mobiliser un matériel de recherche au plus près du terrain³⁷. Sont ainsi privilégiés les documents diffusés localement, les entretiens avec des militants sans responsabilités nationales, les données organisationnelles concernant les échelons de base du parti, etc. Par là, on se donne les moyens de compléter et de réévaluer les sources classiques d'information sur la structuration d'un parti (presse partisane, matériel de propagande, bilans électoraux). Les archives internes à l'organisation éclairent sous un jour nouveau les modalités de son ancrage territorial ainsi que ses relations avec le centre parisien. Nous avons eu la chance de réaliser notre enquête sur le PCF à un moment charnière dans la mise à disposition de ses fonds d'archives. Alors que les chercheurs devaient jusqu'ici souvent se contenter des fonds portant sur la Section française de l'Internationale communiste déposés à la Bibliothèque marxiste de Paris (1920-1943), les archives du Comité Central (CC) du PCF se sont ouvertes au public en 1998, selon la règle des trente ans. Cette politique de la direction nationale, amplement médiatisée, s'est également révélée efficace pour accéder aux sources locales. Nous nous sommes appuyés sur le discours d'« ouverture » et de « transparence » de l'équipe dirigeante pour solliciter les documents conservés par les fédérations et les sections du PCF³⁸, documents qui se sont révélés rapidement beaucoup plus riches que les archives nationales. Sur le terrain, on a bénéficié de l'arrivée d'une nouvelle génération de dirigeants départementaux qui ont un rapport différent aux archives en raison de leur origine sociale (beaucoup sont enseignants) et institutionnelle (ils sont proches de la « mutation » impulsée par Robert Hue). La conservation des archives est un enjeu de lutte dans les espaces fédéraux, et ces responsables sont fréquemment en conflit avec d'anciens dirigeants qui cherchent à conserver de façon personnelle leurs archives. Ils se sont ainsi montrés intéressés par notre démarche et nos services

37. Les sources écrites et orales sont présentées en fin d'ouvrage.

38. À notre connaissance, le seul ouvrage reposant sur ce type de matériaux est le travail très documenté d'A. CHAFFEL, *Les Communistes de la Drôme de la Libération au printemps 1981. De l'euphorie à la désillusion*, Paris, L'Harmattan, 1999.

d'archivage, d'autant plus que le vieillissement des associations mémorielles du PCF rend de plus en plus rares les bonnes volontés dans ce domaine.

Questionnaires biographiques destinés à la section des cadres, correspondance entre la direction nationale et les responsables fédéraux, lettres de militants adressées aux secrétaires fédéraux et leurs réponses, comptes rendus sur les écoles du parti, procès-verbaux des réunions du secrétariat fédéral mais aussi des sections et cellules, rapports des conférences fédérales... les documents écrits conservés par les fédérations du PCF offrent les matériaux d'une description fine du milieu partisan local. Ils donnent à voir le travail militant au quotidien, dans les instances dirigeantes mais aussi au niveau des cellules et sections. Cette richesse des archives internes renvoie à un souci de conservation et à la forte hiérarchisation des rapports internes à l'organisation communiste qui implique le contrôle des échelons inférieurs par les échelons supérieurs, contrôle donnant lieu à la rédaction de multiples rapports.

On s'est intéressé en particulier aux documents produits par le secrétaire à l'organisation et le secrétaire politique des différents échelons partisans. Leurs cahiers, tenus sur plusieurs années, contiennent les comptes rendus des réunions et renseignent sur les participants aux réunions, leurs interactions, les mouvements d'adhésions et de départs, les contenus des discussions. Les textes discutés (résolution du CC ou article de *L'Humanité* le plus souvent) sont insérés dans les cahiers, annotés, soulignés. C'est surtout au moment des congrès nationaux que les traces des interactions sont les plus nombreuses. Les instances fédérales dépêchent à cette occasion dans chaque conférence de cellule et de section un représentant qui est chargé d'orienter les débats autour du texte proposé par la direction nationale (le projet de résolution) et d'informer la direction en rédigeant le compte rendu du déroulement des discussions. Outre ce type de sources écrites et institutionnelles, on trouve également des interventions orales retranscrites et des lettres envoyées par des militants ou des responsables à titre explicitement « personnel ». On se heurte cependant à un problème car, outre l'absence d'archives locales importantes avant la Libération, dans les périodes de durcissement de la ligne, comme pendant la Guerre froide, tout ne passe pas par l'écrit. Des réunions informelles se déroulent sans prises de notes. La profusion de documents dans la période contemporaine ne doit ainsi pas amener à sous-estimer les conflits qui étaient peut-être aussi présents dans le passé mais dont les traces sont plus faibles.

Notons aussi qu'à l'inverse de la plupart des archives publiques, qui ne laissent souvent à l'historien qu'un point de vue, celui de l'« administrateur », les fonds conservés par le PCF mettent en jeu différents producteurs (adhérents de base, cadres fédéraux et responsables nationaux). Ils permettent de s'engager dans une ethnographie historique³⁹. Notre démarche doit

39. Sur les réflexes méthodologiques d'un regard formé à la socio-histoire que partage la génération des lecteurs de *Genèses* et *Politix*, voir LAFERTÉ G., « L'ethnographie historique ou le programme

beaucoup à la spécificité de l'objet, le PCF, qui est peut-être le seul parti en France rendant réalisable ce type d'approche⁴⁰. Certes, les débats publics autour des études sur le PCF ont porté quasi-exclusivement ces dernières années sur les enjeux du renouvellement historiographique associé à l'accès aux « archives de Moscou ». Mais l'exploitation des documents internes conservés par les fédérations du PCF porte en elle un enjeu crucial pour les sciences sociales. Ces « nouvelles » archives offrent l'une des rares possibilités d'éclairer certains aspects du comportement politique des classes populaires, point obscur des recherches sur les mondes populaires, où de belles enquêtes ont été menées sur le travail, la famille, les loisirs, mais où l'on ne sait, en réalité, que peu de chose sur leur rapport au politique.

C'est donc à partir d'une recherche à la fois historique et sociologique menée dans quatre bassins d'emploi que vont être abordées les formes d'organisation et de représentation des catégories populaires impulsées par le PCF. Ce type de mobilisation allant à l'encontre des logiques sociales du champ politique, il s'agit surtout de donner à voir et à comprendre comment les militants du PCF cherchent à politiser les classes populaires, c'est-à-dire à les inciter à entrer dans l'action collective et à adopter des grilles de lecture politique du monde social. Comment, par exemple, ils politisent les conflits du travail en associant luttes syndicales et contestation de l'ordre politique. Comment ils travaillent à politiser l'action municipale et à mobiliser des marqueurs idéologiques clivants dans la compétition politique locale. Ces opérations de politisation s'étendent à la vie privée, car les loisirs, les sociabilités amicales ou les fréquentations familiales peuvent répondre à des consignes militantes.

La première partie de l'ouvrage expose certains aspects de l'histoire politique et sociale du PCF dans les quatre départements (Meurthe-et-Moselle, Allier, Loire-Atlantique, Isère) et analyse la place, symbolique et pratique, des classes populaires au sein de ces fédérations. L'objectif est moins de présenter quatre histoires locales singulières que d'appréhender, dans différents contextes, certains aspects de la mobilisation communiste : le militantisme en entreprise (chapitre 1) et en milieu rural (chapitre 2) puis les difficultés face aux militants privilégiant l'activité syndicale (chapitre 3) et face à l'essor de « nouvelles » mobilisations dans les années 68 (chapitre 4).

Dans la perspective de mêler approche « sociétale » et « organisationnelle » des partis, cette description de la genèse du PCF dans les quatre sites est le préalable à une deuxième partie consacrée aux processus d'uniformisation des milieux partisans locaux. L'homogénéisation partisane se lit dans la

d'unification des sciences sociales reçu en héritage », BUTON F. et MARIOT N. (dir.), *Pratiques et méthodes de la socio-histoire*, Paris, PUF, 2009, p. 45-68.

40. Pour un cas communiste à l'étranger, voir KOTT S., *Le Communisme au quotidien. Les entreprises d'État dans la société est-allemande*, Paris, Belin, coll. « socio-histoires », 2001.

formation des cadres locaux (chapitre 5), la codification des pratiques militantes (chapitre 6) ou encore la diffusion de référents culturels communs (chapitre 7), mais également dans les usages sociaux du parti qui contribuent à sa consolidation (chapitre 8).